



AFGHANISTAN

Les cartes rebattues à Kaboul

ECRIT PAR AMANDINE H.

Des années d'instabilité politique

À partir de la fin des années 1970, l'Afghanistan connaît plusieurs décennies de guerres ininterrompues causant la mort de plusieurs centaines de milliers de personnes. Les forces soviétiques se retirent en 1989 et le gouvernement communiste est renversé en 1992 : l'État islamique d'Afghanistan est alors instauré. Peu de temps après, une nouvelle guerre civile éclate dans le pays. Le mouvement taliban émerge alors en 1994 et profite de ces divisions pour prendre le pouvoir à Kaboul, en 1996.

En octobre 2001, les États-Unis lancent l'opération "Liberté immuable" destinée à réprimer le régime taliban accusé d'héberger Oussama Ben Laden, le terroriste activement recherché par Washington. Après des années de présence sur le territoire sans réel changement, les Etats Unis se retirent militairement d'Afghanistan, en 2021.

Dans un pays démuni de toute stabilité, dirigé par un Etat-central faible et gangréné par la corruption, les talibans reprennent le pouvoir, le 15 août 2021, vingt ans après en avoir été chassés. Des scènes de foules envahissant l'aéroport de Kaboul pour fuir les talibans ont fait le tour du monde.





Le Qatar, au centre du jeu diplomatique afghan

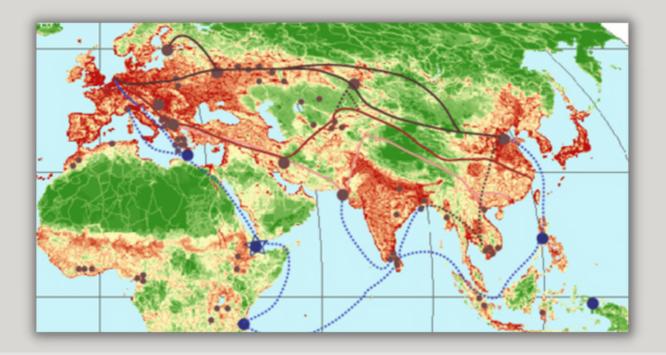


En 2020, les talibans s'affichent "présentables" et s'engagent dans un processus de paix avec les Etats-Unis à Doha (au Qatar) aboutissant à l<u>'accord du 29 février 2020</u> qui prévoit le retrait des troupes américaines d'Afghanistan.

Après le départ de leur dernier avion d'Afghanistan, les États-Unis ont annoncé qu'ils poursuivraient les discussions avec les talibans en ouvrant une mission diplomatique à Doha. Le Qatar est devenu un terrain de négociation dans la région du Golfe depuis 2013, date à laquelle il a ouvert une représentation politique des talibans à Doha, à la demande des États-Unis.

Cette neutralité est recherchée et voulue par le pays afin de garantir sa propre sécurité. Les talibans euxmêmes entretiennent d'assez bonnes relations avec l'émirat du Qatar. En plus d'organiser des vols d'évacuation et d'accueillir des réfugiés afghans, le Qatar a également négocié des accords bilatéraux pour ses partenaires occidentaux avec la montée des rebelles. Cela a incité les partenaires américains et européens à déplacer leurs ambassades afghanes à Doha, faisant de la capitale qatarie une nouvelle porte d'entrée vers l'Afghanistan.

GLOBALE DÉFENSE



Des relations diplomatiques nécessaires avec Pékin

En mars 2022, le chef de la diplomatie chinoise s'est rendu en Afghanistan pour s'entretenir avec des responsables talibans. Cette visite - la première d'un représentant d'une grande puissance depuis l'arrivée au pouvoir des talibans en août 2021 - illustre l'importance que souhaite donner Pékin à ses relations avec l'Afghanistan.

Tenant à faire perdurer ses relations économiques avec l'Afghanistan, la Chine se doit de garder des relations stables avec un voisin stratégique. La où l'occident se refuse de coopérer avec les forces talibanes, la Chine, peu regardante sur le respect des droits de l'homme, continue de voir en l'Afghanistan un partenaire commercial incontournable.

Le CPEC (China-Pakistan Economic Corridor) souhaite effectivement construire des routes et des voies ferrées passants par l'Afghanistan. L'objectif de ce plan est de créer une véritable connexion entre différentes parties du Pakistan et de la Chine, ce qui aura également des implications pour l'Iran, l'Afghanistan et l'Asie centrale. Tous ces pays pourront ainsi bénéficier d'investissements bilatéraux.

A des fins principalement économiques, la Chine souhaite ainsi développer son influence dans la région pour mener à bien son projet des "nouvelles routes de la soie".

Début 2023, les talibans ont également signé un contrat commercial avec une société chinoise pour l'exploitation de pétrole dans le nord de l'Afghanistan. Cette première signature est considéré comme une victoire des talibans, qui avaient lancé une campagne de communication visant à leur faire acquérir une image de gouvernants "présentables".

En quête de reconnaissance de la part du monde extérieur, cette signature représente une première acceptation du gouvernement taliban.

La Chine investira <u>150 millions de dollars</u> la première année et <u>500 millions de dollars</u> au cours des trois années suivantes. D'autres accords suivront non seulement avec la Chine, mais aussi avec la Russie et l'Iran, selon le gouvernement taliban. L'occident pourrait voir d'un mauvais œil ces nouveaux partenaires économiques.

Figure 1

Carte de l'Afghanistan avec provinces

https://vemaps.com/afghanistan.

Figure 2

Des soldats américains évacuent des Afghans de l'aéroport international Hamid Karzai le 21 août 2021, après la prise de contrôle de Kaboul par les Talibans.

https://en.wikipedia.org/wiki/2021_Taliban_offensive#/media/File:Evacuation_at_Hamid_Karzai_International_Airport_210821-F-IG885-1130

Figure 3

Le représentant américain Zalmay Khalilzad (à gauche) et le représentant des Talibans Abdul Ghani Baradar (à droite) ont signé l'accord à Doha, au Qatar, le 29 février 2020.

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Secretary_Pompeo_Participates_in_a_Signing_Ceremony_in_Doha_(4960122)

Figure 4

Carte du projet chinois "Nouvelle route de la soie"

https://www.google.com/url?sa=i&url=https/k3A%/2F4/2Fiepetitjournal.com%2Fshanghaf%2Fcomprendre-chine%2Fnouvelle-route-de-la-soid une-opportunitie-de-devloppement-de-lahtque 4001118/psig=2AOVaw0F2XD39Y1X3KEP2qdJrhiksus=1677072365574000&source=images&cd=vle&ved=2ahUKEwib8ZXG26b9AhUHVqQ

OUZBÉKISTAN

Sur le terrain des nouveaux projets gaziers

ECRIT PAR QUENTIN G.

L'Ouzbékistan, un pays multiethnique

Pays de l'Asie centrale, l'Ouzbékistan détient une position géostratégique en raison de sa proximité avec de nombreux pays tel que la Russie, la Chine, ou encore l'Afghanistan.

Acteur incontournable dans les relations internationales de la région, le pays est présent au sein d'organisations internationales tel que le FMI ou le Partenariat pour la Paix (PPP) afin de maintenir une stabilité économique, politique et commerciale avec ses voisins.

Pays multiethnique, le territoire se compose plusieurs groupes majoritaires comme les Ouzbek et les Kazakhs marquant encore la société d'aujourd'hui. Toutefois, des minorités se développent encore face aux ethnies majoritaires comme les Tadjiks, les Turkmènes, et les Russes.

Une ancienne république soviétique

La forte présence d'une population russophone s'explique par le fait que l'Ouzbékistan était sous domination soviétique de 1920 à 1991. Pendant cette période, une vague de changements a bouleversé le pays. Sous la centralisation soviétique, l'économie de l'Ouzbékistan, comme celle de ses voisins, a été entièrement concentrée sur la production de matières premières agricoles, en particulier le coton, permettant à l'ex-Union Soviétique d'être le premier producteur mondial dans ce secteur.





Cette collectivisation forcée de l'agriculture, ne s'est pas appliquée sans conséquence sur les communautés rurales. Durant cette période, une politique de répression a été menée sur la culture et les traditions nationales, notamment avec la suppression de la langue ouzbek au profit du russe.

Les mesures imposées pendant l'occupation soviétique ont eu des impacts durables sur la société ouzbek, contribuant à la création d'un État autoritaire après l'indépendance.

Jusqu'à maintenant, l'Ouzbékistan a maintenu une position neutre en ce qui concerne la guerre en Ukraine, cherchant à maintenir des relations équilibrées avec les deux parties en conflit.

Par le biais des ambassades le pays a ordonné à ses ressortissants vivants en Russie de ne prendre part à la guerre en aucun cas sous peine de sanctions. Dans le secteur énergétique, les compagnies russes comme Gazprom ou la société pétrolière Rosnef, sont d'importants investisseurs au sein de l'Ouzbékistan, soulignant donc l'importance de lisser ses relations avec la Russie.

La guerre russo-ukrainienne représente donc un sujet sensible pour l'Ouzbékistan, ainsi que pour une grande partie pays de l'Asie centrale, remettant parfois en perspective certains accords énergétiques.

L'indépendance auprès de la Russie est donc maintenant acquise, on parle donc aujourd'hui d'un processus de "découplage" entre la Russie et l'Asie centrale.

Le Karakalpakstan, une région autonome de l'Ouzbékistan

Partie intégrante de l'Ouzbékistan, la région du Karakalpakstan s'est vu accorder une autonomie spéciale en raison de sa situation géographique et de son importance économique. En effet, l'économie du Karakalpakstan est principalement fondée sur la richesse en ressources naturelles comme le pétrole et le gaz. Ce capital énergétique est un moyen de palier les importations de gaz russes. En effet, après avoir remporté l'appel d'offres de la SARL Uz-Kor Gas Chemical, le groupe ERIELL, une entreprise ouzbek, signe de nombreux contrats de construction, de supervision et de reconditionnement de puits de gaz naturel. Ces nouvelles exploitations permettent d'alimenter en énergie les nombreux complexes de l'industrie.

Outre ce projet, l'Ouzbékistan a, depuis fin 2022, mis en place sa toute première usine de conversion de gaz en gaz naturel liquéfié.

En résumé, l'ensemble de ces projets a pour objectif de réduire la dépendance du pays aux importations de produits énergétiques russe. Effectivement, en exploitant les ressources énergétiques présentes dans les sous-sols du pays, l'Ouzbékistan devrait diminuer ses importations d'hydrocarbures.

En parallèle de cette volonté d'émancipation, ces stratégies visent à étendre et à diversifier les capacités de production du pays, ainsi que celui de l'Asie centrale. De plus, cela permet au pays de développer son potentiel technologique industriel, notamment en terme de réduction des émissions de CO² en déployant les hydrocarbures écologiques. Cette croissance industrielle représente donc un sérieux atout pour l'économie du pays, par la création d'emplois et la formation de personnel qualifié.

D'une certaine manière, la position et le statut particulier du Karakalpakstan dans le paysage politique et économique de l'Ouzbékistan permettent à ce premier de conserver sa culture et ses traditions uniques tout en bénéficiant du soutien et des avantages économiques que peut apporter l'État.



Cependant en dépit de ses qualités et de sa position, la situation du Karakalpakstan n'est pas dénuée de problématiques multiples. En effet, de nombreuses préoccupations à l'instar des problèmes environnementaux comme la désertification et l'érosion des terres, entrainent des conflits sociaux autour des moyens de subsistance auprès des communautés locales. La politique autoritaire appliquée au pays ne fait pas exception dans la région, elle est aussi visée par les politiques de répression de la liberté d'expression.

Depuis quelques années, des émeutes se forment afin de provoquer le gouvernement qui souhaite limiter l'autonomie de la région. C'est le cas en octobre 2020 où les résultats des législatives étaient contestés. Plus récemment c'est en janvier 2022, que des manifestations ont été à l'encontre du gouvernement, principalement motivées par la montée des prix de l'énergie.

Ces vagues de contestation ont par ailleurs conduit à un durcissement des relations internes du pays, se traduisant par un renforcement de la part du gouvernement de son contrôle sur la société en limitant la liberté de mouvement et d'expression en établissant un système de surveillance étroit.

Il est donc généralement admis que le gouvernement ouzbek met en place des mécanismes de contrôle stricts pour maintenir une image positive de leur gouvernement et éviter les commentaires négatifs pouvant remettre en question leur légitimité. À l'aune de plusieurs pays d'Asie centrale, le gouvernement utilise la surveillance de sa population, la contrainte des médias ainsi que la répression des leaders locaux pouvant s'opposer à la politique gouvernementale.

Ce mode d'action reste encore fortement marqué aujourd'hui au sein du pays, puisqu'il peut rappeler certaines pratiques de l'époque soviétique où l'espionnage massif était utilisé.

L'Ouzbékistan et la relance du projet gazier avec le Kirghizistan

Depuis l'obtention de l'indépendance de l'Ouzbékistan et du Kirghizistan lors de la chute de l'URSS, les deux pays partagent une frontière commune. Les deux voisins ont subi de fortes tensions politiques, notamment en raison de désaccords frontaliers et de politiques migratoires divergentes.

En raison d'un projet de construction de barrage hydroélectrique dans les régions voisines du pays, Islam Karimov, l'ancien président de l'Ouzbékistan avait donc par représailles menacé de guerre le Kirghizistan et le Tadjikistan. La raison mise en avant par le président ouzbèke est que cette source d'eau représente la principale branche hydraulique du pays, pouvant donc mettre à mal son approvisionnement, et permet donc de stopper toutes avancées du projet.

Toutefois, les relations économiques entretenues entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan représentent un intérêt majeur pour les deux pays.

C'est en pleine crise énergétique que le gouvernement ouzbek annonce quant à lui vouloir relancer un <u>projet gazier</u> se situant aux abords de la frontière avec le Kirghizistan. Cette idée de projet démontre une volonté ouzbek de collaborer avec son voisin, notamment depuis la signature de l'accord du 12 mars 2021 résolvant les différents frontaliers entre les deux pays.

Jusqu'à maintenant, le pays avait décidé de pallier la crise énergétique en important du gaz russe via un contrat passé entre la société gazière ouzbèk Ouztransgaz et Gazprom. Ce projet pourrait ainsi représenter une alternative au gaz russe.

Un pays soucieux de s'émanciper de la Russie

La Russie et l'Ouzbékistan sont considérés historiquement comme des partenaires proches dans les domaines économiques, politiques et militaires. Moins puissant, l'Ouzbékistan reste soucieux de préserver son autonomie en cherchant notamment à développer ses relations internationales. Cette volonté d'émancipation de l'ancien territoire soviétique entraîne des tensions avec Vladimir Poutine qui cherche actuellement à renforcer son influence dans la région.

En raison de sa qualité de principal client du gaz ouzbek, la Russie dispose d'un statut faisant d'elle un partenaire essentiel de l'Ouzbékistan au point où l'on peut parler de dépendance de ce dernier à la Russie.

Or, indirectement impacté par les sanctions occidentales appliquées à la Russie, l'Ouzbékistan se retrouve contraint de trouver de nouveaux partenaires énergétiques.

L'Ouzbékistan, un rapprochement avec l'Europe?

Dans une volonté de moderniser le pays afin de clore le chapitre de la domination soviétique, l'Ouzbékistan entame dorénavant une politique de développement économique. L'objectif étant d'élever le pays sur la scène internationale d'un point de vue financier.

Pour cela, les réformes économiques mettent en place de nombreuses stratégies afin d'y parvenir. La principale ambition sur les cinq prochaines années pour le pays est l'augmentation du PIB par habitant de 60%. L'augmentation du revenu moyen par habitant est envisagée à l'horizon 2030. Enfin, à l'image des pays membres de l'Union européenne, l'Ouzbékistan se fixe comme objectif de ne pas excéder le déficit public à plus de 3% du PIB.

Outre les réformes économiques, le pays souhaite répondre à la demande croissante du marché énergétique européen, nécessitant donc de fort investissements. Pour cela, le pays souhaite réformer ses marchés de capitaux, en augmentant les ressources financières du pays de 200 millions de dollars à plus de 7 milliards de dollars au cours des 5 prochaines années, dans l'objectif d'attirer les pays de l'Union européenne.

Avec la mise en place de ces stratégies, l'Ouzbékistan souhaite intégrer une nouvelle place économique au sein de l'Union européenne.



Figure 1:

Carte de l'Ouzbékistan https://vemaps.com/uzbekistan/uz-04

Figure 2:

Carte de l'Union Soviétique https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Expansion-Russie-et-URSS.png

Figure 3

La madrasa et la mosquée Tilla Kari du Registan https://commons.wikimedia.org/wiki/File:La_madrasa_et_la_mosqu%C3%A9e_Tilla Kari du Registan_ %28Samarcande_Ouzb%C3%A9kistan%29_%285630693152%29.jpg

Figure 4:

Drapeau de l'Union européen https://fr.wikipedia.org/wiki/Drapeau_europ%C3%A9en